

Arrêt

**n° 175 298 du 24 septembre 2016
dans l'affaire X / VII**

En cause : X

ayant élu domicile : au X

contre :

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile,
chargé de la Simplification administrative.**

LE PRESIDENT F.F. DE LA VI^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite par télécopie, le 22 septembre 2016, par X, qui déclare être de nationalité sénégalaise, sollicitant la suspension en extrême urgence de l'exécution de « la décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire et décision de maintien dans un lieu déterminé », prise le 12 septembre 2016.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'article 39/82 de la loi du 15 décembre 1980 précitée.

Vu le titre II, chapitres II et III, de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 22 septembre 2016 convoquant les parties à l'audience du 23 septembre 2016, à 9 heures trente.

Entendu, en son rapport, N. CHAUDHRY, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me G. LYS, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me C. PIRONT *loco* Me D. MATRAY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Les faits utiles à l'appréciation de la cause

1.1 Selon les éléments contenus dans le dossier administratif et la requête, le requérant déclare être arrivé en Belgique le 3 juin 2016. Le 22 juin 2016, il y a introduit une demande d'asile.

1.2. Le requérant est entendu devant l'Office des étrangers, le 1^{er} juillet 2016 (« interview Dublin »).

1.3. Le 6 juillet 2016, les autorités belges adressent au Portugal une demande de prise en charge du requérant sur la base de l'article 12.2 du Règlement 604/2013 du Conseil établissant les critères et mécanismes de détermination de l'Etat membre responsable de l'examen de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride (ci-après dénommé le « Règlement Dublin III »).

1.4. Les autorités portugaises ont marqué leur accord à cette prise en charge, en date du 2 septembre 2016.

1.5. Le 12 septembre 2016, la partie défenderesse a pris à l'encontre de la partie requérante une décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire (annexe 26quater) qui lui a été notifiée le même jour.

Cette dernière décision constitue l'acte attaqué et est motivée comme suit :

« [...]La Belgique n'est pas responsable de l'examen de la demande d'asile, lequel incombe au Portugal en application de l'article 51/5 de la loi du 15 décembre 1980 relative à l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et l'article 12.2 du Règlement (UE) 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013.

Considérant que l'intéressé, muni de la carte d'identité [...] valable du 22 août 2007 au 22 août 2017, a précisé être arrivé en Belgique le 22 juin 2016;

Considérant que le 6 juillet 2016 les autorités belges ont adressé aux autorités portugaises une demande de prise en charge du candidat (notre réf. [...]):

Considérant que les autorités portugaises ont marqué leur accord quant à la prise en charge du requérant sur base de l'article 12.2 du Règlement 604/2013 (réf. portugaise 424.16BE) en date du 2 septembre 2016; Considérant que l'article 12.2 susmentionné stipule que ;«[...] Si le demandeur est titulaire d'un visa en cours de validité, l'Etat membre qui l'a délivré est responsable de l'examen de la demande de protection internationale, sauf si ce visa a été délivré au nom d'un autre Etat membre en vertu d'un accord de représentation prévu à l'article 8 du règlement (CE) n°810/2009 du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 établissant un code communautaire des visas. Dans ce cas, l'Etat membre représenté est responsable de l'examen de la demande de protection internationale [...] »;

Considérant que l'intéressé s'est vu délivrer par les autorités diplomatiques portugaises, un visa valable du 27 mai 2016 au 10 juillet 2016 pour une durée de 30 jours, comme le confirme le résultat du système d'identification automatique par empreintes digitales AFIS Buzae [...]);

Considérant que le candidat a introduit le 22 juin 2016 une demande d'asile en Belgique;

Considérant que le requérant, lors de son audition à l'Office des étrangers, a déclaré qu'il a quitté le Sénégal le 3 ou le 4 juin 2016 par avion muni du visa précité pour le Portugal, où il a pris un nouvel avion pour la Belgique;

Considérant que l'intéressé n'a présenté aucune preuve concrète et matérielle attestant qu'il aurait quitté le territoire des Etats membres signataires du Règlement 604/2013 depuis la péremption du visa précité;

Considérant que le candidat a indiqué qu'il n'a pas choisi la Belgique, que c'est le choix du passeur et qu'il a invoqué comme raisons relatives aux conditions d'accueil ou de traitement qui justifieraient son opposition à son transfert vers l'Etat membre responsable de l'examen de sa demande d'asile, conformément à l'article 3 §1^{er} du Règlement Dublin qu'il ne s'oppose pas à un transfert vers le Portugal mais qu'il préfère rester en Belgique dans la mesure où il y est déjà et qu'il n'a jamais été au Portugal tandis que ces arguments évasifs et subjectifs ne peuvent constituer une dérogation à l'application du Règlement 604/2013, que ce dernier, dans le processus de détermination de l'Etat membre responsable de l'examen de la demande d'asile, n'établit pas comme critère la prise en compte du choix du passeur ou du choix du personnel et subjectif, des préférences du demandeur d'asile qui lui sont propres quant au désir de voir sa demande d'asile traitée dans un pays particulier ou encore s'il s' (tel que par exemple si le demandeur se trouve déjà dans un pays ou si le demandeur n'a jamais été dans un pays...), que d'après les mécanismes établis par le Règlement 604/2013, le Portugal est l'Etat membre responsable de la demande d'asile de l'intéressé, et que pour ces motifs, les autorités belges estiment ne pas pouvoir faire application de l'art. 17.1 du Règlement 604/2013;

Considérant que le requérant a affirmé être en bonne santé hormis le fait qu'il a mal à la mâchoire et qu'il a vu un médecin au centre, mais qu'il n'a soumis aucun document médical indiquant qu'il est suivi en Belgique, qu'il l'a été dans son pays d'origine ou qu'un traitement est nécessaire, qui doit être suivi pour raisons médicales en Belgique et qu'il serait impossible d'en assurer un dans un autre pays membre signataire du Règlement Dublin;

Considérant en effet que la Portugal est un Etat qui dispose d'une infrastructure médicale de qualité et d'un corps médical compétent et que l'intéressé, en tant que demandeur d'asile, peut demander à y bénéficier des soins de santé puisque le Portugal est soumis à la Directive européenne 2013/33 relative à des normes minimales pour

l'accueil des demandeurs d'asile dans les Etats membres de sorte que le candidat pourra jouir des modalités des conditions d'accueil prévue par cette directive au Portugal, et que des conditions de traitement moins favorables au Portugal qu'en Belgique ne constituent pas selon la Cour Européenne des Droits de l'Homme une violation de son article 3;

Considérant que les autorités belges informeront les autorités portugaises du transfert du candidat au moins plusieurs jours avant que ce dernier ait lieu afin de prévoir les soins appropriés à lui fournir, et ce, en application des articles 31 et 32 du Règlement 604/2013 qui prévoient qu'un échange de données concernant les besoins particuliers de la personne transférée à lieu entre l'Etat membre et l'Etat responsable avant le transfert effectif de celle-ci et un échange d'informations concernant l'état de santé de celle-ci via un certificat de santé commun avec les documents nécessaires;

Considérant que rien n'indique dans le dossier du requérant, consulté ce jour, que celui-ci ait introduit une demande d'autorisation de séjour selon les articles 9ter ou 9bis de la loi du 15 décembre 1980;

Considérant que l'intéressé a souligné n'avoir aucun membre de sa famille en Belgique et deux tantes et un cousin en France;

Considérant que le requérant n'a à aucun moment mentionné avoir subi personnellement et concrètement des traitements inhumains et dégradants de la part des autorités portugaises, en violation de l'article 3 de la CEDH, et qu'il n'a pas non plus, fait part de sa crainte de subir pareils traitements en cas de transfert vers le Portugal; Considérant que le Portugal est un pays démocratique respectueux des droits de l'Homme doté d'institutions indépendantes qui garantissent au demandeur d'asile un traitement juste et impartial et devant lesquelles l'intéressé peut faire valoir ses droits, notamment s'il estime que ceux-ci ne sont pas respectés, que ce soit par un tiers ou par les autorités elles-mêmes;

Considérant que le Portugal est signataire de la Convention de Genève, qu'elle est partie à la Convention de Sauvegarde des droits de l'Homme et des Libertés fondamentales et que le candidat pourra, s'il le souhaite, introduire des recours devant des juridictions indépendantes;

Considérant que le Portugal est une démocratie respectueuse des droits de l'Homme dotée de forces de l'ordre et d'institutions (tribunaux...) qui veillent au respect de la loi et à la sécurité des personnes qui y résident et où il est possible de solliciter la protection des autorités portugaises en cas d'atteintes subies sur leur territoire, que le requérant aura donc tout le loisir de demander la protection des autorités portugaises en cas d'atteintes subies sur leur territoire et qu'il n'a pas apporté la preuve que, si jamais des atteintes devaient se produire à son égard, ce qui n'est pas établi, les autorités portugaises ne sauront garantir sa sécurité, qu'elles ne pourront le protéger d'éventuelles persécutions sur leur territoire ou qu'elles lui refuseront une telle protection;

Considérant que l'intéressé a repris les motifs qui l'ont incité à fuir son pays d'origine tandis que le Règlement 604/2013 ne concerne pas le traitement même de la demande d'asile mais la détermination de l'Etat membre responsable de l'examiner, en l'occurrence le Portugal, et qu'il pourra évoquer ces éléments auprès des autorités portugaises dans le cadre de sa procédure d'asile, que le Portugal est signataire de la Convention de Genève et est soumise aux directives européennes 2013/32 et 2011/95, de sorte que l'on ne peut considérer que les autorités portugaises pourraient avoir une attitude différente de celle des autres Etats membres, dont la Belgique, lors de l'examen de la demande d'asile du requérant, que l'on ne peut présager de la décision des autorités portugaises concernant la demande d'asile de celui-ci, qu'il n'est pas établi que l'examen de la demande d'asile de l'intéressé par les autorités portugaises ne se fera pas avec objectivité, impartialité et compétence comme le stipule l'article 10 de la Directive 2013/32 relative à de normes minimales concernant la procédure d'octroi et du retrait du statut de réfugié dans les Etats membres, que s'il estime que ses droits n'ont pas été respectés, il peut introduire un recours auprès des instances compétentes ou encore interpeler des juridictions indépendantes (HCR...) et introduire des recours devant celles-ci (par exemple à la CEDH en vertu de son art. 39);

Considérant qu'il n'est pas établi que l'examen de la demande d'asile du requérant par les autorités portugaises entraînerait pour l'intéressé un préjudice grave difficilement réparable ; qu'en outre, au cas où les autorités portugaises décideraient de rapatrier le requérant en violation de l'article 3 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme, celui-ci pourrait, tous recours épuisés, saisir la Cour européenne des droits de l'homme et lui demander, sur base de l'article 39 de son règlement intérieur, de prier lesdites

autorités de surseoir à l'exécution du rapatriement jusqu'à l'issue de la procédure devant cet organe;

Pour tous ces motifs, les autorités belges estiment ne pas pouvoir faire application de l'art. 17.1 du Règlement 604/2013;
[...] ».

1.6. Le requérant a également fait l'objet d'une décision de maintien dans un lieu déterminé, prise le 12 septembre 2016.

2. Recevabilité et question préalable.

2.1. L'article 39/57, § 1^{er}, dernier alinéa, de la loi du 15 décembre 1980 dispose comme suit :

« La demande visée à l'article 39/82, § 4, alinéa 2, est introduite, par requête, dans les dix jours suivant la notification de la décision contre laquelle elle est dirigée. Lorsque qu'il s'agit d'une deuxième mesure d'éloignement ou de refoulement, le délai est réduit à cinq jours. »

La présente demande est visée à l'article 39/82, § 4, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980.

La demande de suspension en extrême urgence est, *prima facie*, introduite dans le délai fixé par l'article 39/57, § 1^{er}, dernier alinéa, de la loi du 15 décembre 1980, tel que modifié par l'article 4 de la loi du 10 avril 2014 portant des dispositions diverses concernant la procédure devant le Conseil du Contentieux des étrangers et devant le Conseil d'Etat.

2.2. En ce que le recours est dirigé contre la décision de maintien dans un lieu déterminé, il convient toutefois de rappeler l'incompétence du Conseil pour connaître des recours, en tant qu'ils portent sur la privation de liberté, un recours spécial étant organisé à cet effet devant la Chambre du Conseil du Tribunal Correctionnel par l'article 71 de la loi du 15 décembre 1980.

2.3. En ce qu'elle porte sur la décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire (annexe 26^{quater}), la demande de suspension d'extrême urgence est recevable.

3. Les conditions de la suspension d'extrême urgence.

3.1. Les trois conditions cumulatives

L'article 43, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Règlement de procédure du Conseil du Contentieux des Etrangers (RP CCE) stipule que, si l'extrême urgence est invoquée, la demande de suspension doit contenir un exposé des faits qui justifient cette extrême urgence.

En outre, conformément à l'article 39/82, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, la suspension de l'exécution d'un acte administratif ne peut être ordonnée que si des moyens sérieux susceptibles de justifier l'annulation de l'acte contesté sont invoqués et à la condition que l'exécution immédiate de l'acte risque de causer un préjudice grave difficilement réparable.

Il résulte de ce qui précède que les trois conditions susmentionnées doivent être remplies cumulativement pour qu'une demande de suspension d'extrême urgence puisse être accueillie.

3.2. Première condition : l'extrême urgence

3.2.1.- L'interprétation de cette condition

La demande de suspension d'extrême urgence prévue à l'article 39/2, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980, vise à empêcher que la suspension ordinaire et, *a fortiori*, l'annulation perdent leur effectivité (cf. CE 13 août 1991, n° 37.530).

Tel que mentionné sous le point 3.1, l'article 43, § 1^{er}, du RP CCE stipule que, si l'extrême urgence est invoquée, la demande de suspension doit également contenir un exposé des faits qui justifient cette extrême urgence.

Vu le caractère très exceptionnel et très inhabituel de la procédure de suspension en extrême urgence de l'exécution d'un acte administratif prévue par la loi du 15 décembre 1980 et vu la perturbation qu'elle cause dans le déroulement normal de la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers, en réduisant entre autres les droits de défense de la partie défenderesse au strict minimum, l'extrême urgence de la suspension doit être clairement établie, c'est-à-dire être manifeste et à première vue incontestable.

Afin de satisfaire à cette condition, des faits et des éléments doivent être invoqués ou ressortir de la requête ou du dossier administratif, démontrant directement que, pour avoir un effet utile, la suspension demandée doit être immédiatement ordonnée.

Le défaut d'exposé de l'extrême urgence peut néanmoins être négligé lorsque cette exigence constitue une forme d'obstacle qui restreint l'accès de la partie requérante au tribunal, de manière ou à un point tels que son droit d'accès à un juge s'en trouve atteint dans sa substance même, ou en d'autres termes, lorsque cette exigence cesse de servir les buts de sécurité juridique et de bonne administration de la justice (jurisprudence constante de la Cour EDH : voir p.ex. Cour EDH 24 février 2009, L'Erbilîye A.S.B.L./Belgique, § 35).

3.2.2. L'appréciation de cette condition

L'article 39/82, § 4, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 dispose comme suit :

« Lorsque l'étranger fait l'objet d'une mesure d'éloignement ou de refoulement dont l'exécution est imminente, en particulier lorsqu'il est maintenu dans un lieu déterminé visé aux articles 74/8 et 74/9 ou est mis à la disposition du gouvernement, il peut, s'il n'en a pas encore demandé la suspension par la voie ordinaire, demander la suspension de l'exécution en extrême urgence de cette mesure dans le délai visé à l'article 39/57, § 1^{er}, alinéa 3. »

En l'espèce, la partie requérante est maintenue dans un lieu déterminé visé aux articles 74/8 et 74/9 de la loi du 15 décembre 1980. Dans ce cas, l'extrême urgence de la demande est légalement présumée.

A l'audience, la partie défenderesse ne conteste pas le caractère d'extrême urgence du recours.

Le caractère d'extrême urgence de la demande est dès lors constaté.

Par conséquent, la première condition cumulative est remplie.

3.3. Deuxième condition : les moyens d'annulation sérieux

3.3.1. L'interprétation de cette condition

Conformément à l'article 39/82, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, la suspension de l'exécution ne peut être ordonnée que si des moyens sérieux susceptibles de justifier l'annulation de l'acte contesté sont invoqués et à la condition que l'exécution immédiate de l'acte risque de causer un préjudice grave difficilement réparable.

Par "moyen", il y a lieu d'entendre la description suffisamment claire de la règle de droit violée et de la manière dont cette règle de droit est violée par la décision attaquée (CE 17 décembre 2004, n° 138.590 ; CE 4 mai 2004, n° 130.972 ; CE 1^{er} octobre 2006, n° 135.618).

Pour qu'un moyen soit sérieux, il suffit qu'à première vue et eu égard aux circonstances de la cause, il puisse être déclaré recevable et fondé et, dès lors, donner lieu à l'annulation de la décision attaquée.

Il s'ensuit également que lorsque, sur la base de l'exposé des moyens, il est clair pour toute personne raisonnable que la partie requérante a voulu invoquer une violation d'une disposition de la CEDH, la mention inexacte ou erronée par la partie requérante de la disposition de la Convention qu'elle considère violée, ne peut empêcher le Conseil de procéder à une appréciation du grief défendable.

Afin d'être en conformité avec l'exigence de l'effectivité d'un recours au sens de l'article 13 de la CEDH, le Conseil est, dans le cadre de la procédure d'extrême urgence, tenu de procéder à un examen indépendant et rigoureux de tout grief défendable sur la base duquel il existe des raisons de croire à un risque de traitement contraire à l'un des droits garantis par la CEDH, sans que cela doive néanmoins aboutir à un résultat positif. La portée de l'obligation que l'article 13 de la CEDH fait peser sur les Etats contractants varie en fonction de la nature du grief de la partie requérante (voir Cour EDH 21 janvier 2011, M.S.S./Belgique et Grèce, §§ 289 et 293 ; Cour EDH 5 février 2002, Conka/Belgique, § 75).

La partie requérante doit invoquer un grief défendable dans la requête, ce qui implique qu'elle peut faire valoir de manière plausible qu'elle est lésée dans l'un de ses droits garantis par la CEDH (jurisprudence constante de la Cour EDH : voir p.ex. Cour EDH 25 mars 1983, Silver et autres/Royaume-Uni, § 113).

L'examen du caractère sérieux d'un moyen se caractérise, dans les affaires de suspension, par son caractère *prima facie*. Cet examen *prima facie* du grief défendable invoqué par la partie requérante, pris de la violation d'un droit garanti par la CEDH, doit, comme énoncé précédemment, être conciliable avec l'exigence de l'effectivité d'un recours au sens de l'article 13 de la CEDH, et notamment avec l'exigence de l'examen indépendant et rigoureux de tout grief défendable. Ceci implique que lorsque le Conseil constate, lors de l'examen *prima facie*, qu'il y a des raisons de croire que ce grief est sérieux ou qu'il y a au moins des doutes quant au caractère sérieux de celui-ci, il considère, à ce stade de la procédure, le moyen invoqué comme sérieux. En effet, le dommage que le Conseil causerait en considérant comme non sérieux, dans la phase du référé, un moyen qui s'avèrerait ensuite fondé dans la phase définitive du procès, est plus grand que le dommage qu'il causerait dans le cas contraire. Dans le premier cas, le préjudice grave difficilement réparable peut s'être réalisé ; dans le deuxième cas, la décision attaquée aura au maximum été suspendue sans raison pendant une période limitée.

Conformément à l'article 39/82, § 4, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil procède à un examen attentif et rigoureux de tous les éléments de preuve portés à sa connaissance, en particulier ceux qui sont de nature à indiquer qu'il existe des motifs de croire que l'exécution de la décision attaquée exposerait le requérant au risque d'être soumis à la violation des droits fondamentaux de l'homme auxquels aucune dérogation n'est possible en vertu de l'article 15, alinéa 2, de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

3.3.2. L'appréciation de cette condition

3.3.2.1. Dans son recours, la partie requérante soulève un moyen unique tiré de la violation de :

- Article 3 et 13 de la Convention européenne des droits de l'Homme ;
- Article 4, 48 et 49 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne ;
- Articles 3.2, 5.6, et 17.1 du Règlement (UE) 204/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride (refonte) (ci-après « Règlement Dublin III ») ;
- Articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs ;
- Articles 51/5, 51/6 et 51/7 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;
- Article 71/3, § 3, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;
- Respect dû aux anticipations légitimes d'autrui ;
- Principes généraux de bonne administration, en particulier le principe de prudence, de soin et de minutie ;
- Erreur manifeste d'appréciation ;
- Contradiction dans les motifs.

Elle estime qu'en considérant que le transfert du requérant vers le Portugal ne l'expose pas à un risque de traitement inhumain et dégradant contraire à l'article 3 de la CEDH et 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne, et par conséquent que ce transfert ne contreviendrait à l'article 3.2 du Règlement Dublin III, la partie défenderesse commet une erreur manifeste d'appréciation et ne motive, ni suffisamment, ni correctement sa décision.

Elle reproche à la partie défenderesse de fonder le motif de la décision relevant l'absence de violation de l'article 3 de la CEDH, sur des affirmations générales, ne tenant pas compte des rapports internationaux épinglant des problèmes structurels des autorités portugaises dans les conditions d'accueil des demandeurs d'asile et dans le traitement de leurs demandes.

Elle fait valoir que, de manière générale, les demandeurs d'asile n'ont pas accès à une justice effective au Portugal, en raison d'un système portugais lacunaire ne répondant pas aux exigences découlant de l'article 13 de la CEDH. Elle fait valoir que la loi portugaise oblige les instances d'asile à statuer dans des délais très brefs ne respectant ni le principe du contradictoire, ni le droit d'être entendu.

Elle rappelle que la CourEDH a jugé, dans son arrêt KK c./France, rendu le 10 octobre 2013, qu'en matière d'éloignement « un recours dépourvu d'effet suspensif automatique ne satisfait pas aux conditions d'effectivité requises par l'article 13 de la CEDH ». Elle cite l'extrait de l'arrêt A.C. et autres c. Espagne, 22 avril 2014, dont elle invoque, en substance, le même enseignement s'agissant de l'Espagne.

La partie requérante reproduit ensuite l'extrait du « rapport rendu par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union Européenne sur l'accès à la justice des demandeurs d'asile », mettant en cause le manque d'informations sur le droit de recours, une confusion quant aux délais de recours et l'absence d'interprète lors d'auditions, au Portugal. Elle cite un extrait du rapport 2016 d'Amnesty International relatif au traitement des demandeurs d'asile au Portugal, plus précisément quant au suivi du programme de réinstallations de l'Union européenne par le Portugal. Elle relève que seules 24 personnes avaient été relocalisées à la fin de l'année sur le sol portugais, en raison du fait que le centre d'accueil des réfugiés situé à Lisbonne est surpeuplé. Il y est fait également état d'insultes racistes et d'utilisation injustifiée de la force par la police à l'égard de personnes d'ascendance africaine. Elle revient en outre sur un incident ayant eu lieu en février 2016, au sujet duquel une enquête est toujours en cours.

Elle souligne l'insuffisance de la motivation de la décision attaquée et soutient, une nouvelle fois, que celle-ci viole, par ricochet, les articles 3 de la CEDH, 4 de la Charte et 3.2 du Règlement Dublin III, et viole le principe général de prudence faisant partie des principes de bonne administration, en ce qu'il y est affirmé, de manière péremptoire, qu'il n'existerait pas de traitement inhumain et dégradant au Portugal.

3.3.2.2.1. A l'instar de la partie défenderesse, lors de l'audience, le Conseil observe que la partie requérante s'abstient d'exposer en quoi l'acte attaqué violerait l'article 49 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne, les articles 5.6 et 17.1 du Règlement Dublin III, les articles 51/6 et 51/7 de la loi précitée du 15 décembre 1980, l'article 71/3, §3 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, le respect dû aux anticipations légitimes d'autrui, et s'abstient d'exposer en quoi il y aurait "contradiction des motifs".

Or, le Conseil rappelle que l'article 39/69, § 1er, alinéa 2, 4°, de la loi précitée du 15 décembre 1980, prévoit que la requête doit sous peine de nullité contenir un exposé des faits et des moyens invoqués à l'appui du recours, et que, par ailleurs, l'exposé d'un "moyen de droit" requiert non seulement de désigner la règle de droit qui serait violée, mais également la manière dont celle-ci aurait été violée par l'acte attaqué (voy. en ce sens notamment C.E., arrêt n° 164.482 du 8 novembre 2006).

En ce qu'il est pris de la violation de ces dispositions et principes, le moyen est donc irrecevable.

3.3.2.2.2. Sur le reste du moyen unique invoqué, le Conseil observe que la décision attaquée est fondée sur l'article 51/5 de la loi du 15 décembre 1980 qui stipule que la partie défenderesse, saisie d'une demande d'asile, doit procéder à la détermination de l'Etat responsable de son examen et, dans l'hypothèse où la Belgique n'en serait pas responsable, saisir l'Etat responsable aux fins de prise ou de reprise en charge du demandeur d'asile, en application de la réglementation européenne pertinente.

A cet égard, le Conseil rappelle que l'article 12.2 du Règlement Dublin III, sur la base duquel les autorités portugaises ont accepté la reprise en charge du requérant, dispose que « *Si le demandeur est titulaire d'un visa en cours de validité, l'État membre qui l'a délivré est responsable de l'examen de la demande de protection internationale, sauf si ce visa a été délivré au nom d'un autre État membre en vertu d'un accord de représentation prévu à l'article 8 du règlement (CE) n° 810/2009 du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 établissant un code communautaire des visas. Dans ce cas, l'État membre représenté est responsable de l'examen de la demande de protection internationale* ».

Le Conseil rappelle également que l'article 17.1 du Règlement Dublin III prévoit que « *Par dérogation à l'article 3, paragraphe 1, chaque État membre peut décider d'examiner une demande de protection internationale qui lui est présentée par un ressortissant de pays tiers ou un apatride, même si cet examen ne lui incombe pas en vertu des critères fixés dans le présent règlement* ».

Il ressort de cette disposition que, si la Belgique a la possibilité de se déclarer compétente pour examiner la demande d'asile du requérant, il s'agit d'une compétence discrétionnaire.

Le Conseil rappelle enfin qu'en vertu de la jurisprudence administrative constante, pour satisfaire à l'obligation de motivation à laquelle est tenue l'autorité administrative, cette dernière doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs (voir en ce sens, notamment, C.C.E., arrêt n° 11.000 du 8 mai 2008). Il suffit par conséquent que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours, et à la juridiction compétente d'exercer son contrôle à ce sujet. Il rappelle également que dans le cadre de son contrôle de légalité, il n'appartient pas au Conseil de se substituer son appréciation à celle de la partie défenderesse mais uniquement de vérifier si celle-ci n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle n'a pas donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui procède d'une erreur manifeste d'appréciation (dans le même sens : CE, 6 juillet 2005, n° 147.344).

3.3.2.2.3. En l'espèce, il ressort de la motivation de la décision attaquée que le Portugal est l'Etat membre responsable du traitement de la demande d'asile du requérant, en application des dispositions du Règlement Dublin III, et que la partie défenderesse a examiné les différents éléments dont s'est prévalu ce dernier dans ses déclarations, et a indiqué adéquatement et suffisamment les motifs pour lesquels elle a estimé ne pas devoir déroger à cette application dans sa situation particulière.

Force est de constater que la partie défenderesse fonde sa décision sur une série de considérations de droit et de fait qui se vérifient à la lecture du dossier administratif, et qu'elle précise dans sa motivation, en sorte que la partie requérante en a une connaissance suffisante pour comprendre les raisons qui les justifient et apprécier l'opportunité de les contester utilement. Dans cette perspective, l'acte attaqué répond aux exigences de motivation formelle évoquées.

3.3.2.2.4. Le Conseil relève qu'en termes de requête, la partie requérante conteste en substance son transfert vers le Portugal, en raison de " problèmes structurels et systémiques dans les conditions de traitement et d'accueil des candidats réfugiés ", qui la conduisent à conclure à une violation de l'article 13 de la CEDH, qu'elle lie, en termes de plaidoiries, à une violation de l'article 3 de la CEDH et de l'article 4 de la Charte précitée, lesquelles violations entraînent aussi, selon elle, une violation de l'article 3.2 du Règlement Dublin III.

3.3.2.2.5. S'agissant de l'article 3 de la CEDH, le Conseil rappelle d'emblée qu'il dispose que « *Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants* ». Cette disposition consacre l'une des valeurs fondamentales de toute société démocratique et prohibe en termes absolus la torture et les traitements inhumains ou dégradants quels que soient les circonstances et les agissements de la victime (Cour EDH, M.S.S. v. Belgique et Grèce, 21 janvier 2011, § 218).

Le Conseil rappelle également que, pour tomber sous le coup de l'article 3 CEDH, un mauvais traitement doit atteindre un minimum de gravité. L'appréciation de ce minimum est relative par essence; elle dépend de l'ensemble des données de la cause (Cour EDH, 20 maart 1991, 15.576/89 ,Cruz Varas, pp. 29-31, paras. 75-76 et 83).

La Cour EDH a déjà considéré que l'expulsion par un Etat membre peut soulever un problème au regard de l'article 3 de la CEDH, et donc engager la responsabilité d'un État contractant au titre de la Convention, lorsqu'il y a des motifs sérieux et avérés de croire que l'intéressé courra, dans le pays de destination, un risque réel d'être soumis à des traitements contraires à l'article 3 de la CEDH. Dans ces conditions, l'article 3 de la CEDH implique l'obligation de ne pas expulser la personne en question vers ce pays (voir Cour EDH, Y. v. Russie, 4 décembre 2008, § 75, et les arrêts auxquels il est fait référence; adde EHRM, Müslim v. Turquie, 26 avril 2005).

Afin d'apprécier s'il y a des motifs sérieux et avérés de croire que l'étranger encourt un risque réel de traitement prohibé par l'article 3 de la CEDH, le Conseil se conforme aux indications données par la Cour EDH. A cet égard, celle-ci a jugé que, pour vérifier l'existence d'un risque de mauvais traitements, il y a lieu d'examiner les conséquences prévisibles de l'éloignement de l'intéressé dans le pays de destination, compte tenu de la situation générale dans celui-ci et des circonstances propres au cas de l'intéressé (voir Cour EDH, Y. v. Russie, 4 décembre 2008, § 78 ; Cour EDH Saadi v. Italie, 28 février 2008, §§ 128-129 ; Cour EDH, N. v. Finlande, 26 juillet 2005, § 167 et Cour EDH Vilvarajah et autres v. Royaume Uni, 30 octobre 1991, § 108 in fine).

En ce qui concerne l'examen de la situation générale dans un pays, la Cour EDH a souvent attaché de l'importance aux informations contenues dans les rapports récents provenant d'associations internationales indépendantes de défense des droits de l'homme telles qu'Amnesty International, ou de sources gouvernementales (voir par exemple : Cour EDH, M.S.S. v. Belgique et Grèce, 21 janvier 2011, §§ 347 et 348 ; Cour EDH, Moayad v. Allemagne, 20 février 2007, §§ 65-66 ; Cour EDH, Said v. Pays Bas, 5 juillet 2005, § 54 ; Cour EDH, Müslim v. Turquie, 26 avril 2005, § 67 ; Cour EDH, Chahal v. Royaume Uni, 15 novembre 1996, §§ 99-100). En même temps, la Cour EDH a considéré qu'une simple possibilité de mauvais traitements en raison d'une conjoncture instable dans un pays n'entraîne pas en soi une infraction à l'article 3 de la CEDH (voir : Cour EDH, Fatgan Katani et autres v. Allemagne, 31 mai 2001 ; Cour EDH, Vilvarajah et autres v. Royaume Uni, 30 octobre 1991, § 111) et que, lorsque les sources dont elle dispose décrivent une situation générale, les allégations spécifiques d'un requérant dans un cas d'espèce doivent être corroborées par d'autres éléments de preuve (voir : Cour EDH, Y. v. Russie, 4 décembre 2008, § 79 ; Cour EDH, Saadi v. Italie, 28 février 2008, § 131 ; Cour EDH, N. v. Finlande, 26 juillet 2005, § 167 ; Cour EDH, Mamatkulov and Askarov v. Turquie, 4 février 2005, § 73 ; Cour EDH, Müslim v. Turquie, 26 avril 2005, § 68).

Toutefois, il ressort de la jurisprudence de la Cour EDH qu'exceptionnellement, dans les affaires où un requérant allègue faire partie d'un groupe systématiquement exposé à une pratique de mauvais

traitements, la protection de l'article 3 de la CEDH entre en jeu lorsque l'intéressé démontre qu'il y a des motifs sérieux et avérés de croire à l'existence de la pratique en question et à son appartenance au groupe visé (voir : Cour EDH, Saadi v. Italie, 28 février 2008, § 132). En pareilles circonstances, la Cour EDH n'exige pas que le requérant établisse l'existence d'autres caractéristiques particulières qui le distingueraient personnellement, si cela devait rendre illusoire la protection offerte par l'article 3 de la CEDH. Ceci sera déterminé à la lumière du récit du requérant et des informations disponibles sur le pays de destination pour ce qui est du groupe en question (voir : Cour EDH, Y. v. Russie, 4 décembre 2008, § 80 ; Cour EDH, Salah Sheekh v. Pays-Bas, 23 mai 2007, § 148 ; Cour EDH, N. v. Finlande, 26 juillet 2005, § 167).

En ce qui concerne l'examen des circonstances propres au cas de l'intéressé, les autorités doivent permettre à celui-ci d'en faire état en temps utile (dans le même sens : Cour EDH, M.S.S. v. Belgique et Grèce, 21 janvier 2011, § 366) et se livrer à un examen aussi rigoureux que possible de ses déclarations quant à un risque éventuel de violation de l'article 3 de la CEDH en cas d'éloignement (en ce sens : Cour EDH, M.S.S. v. Belgique et Grèce, 21 janvier 2011, §§ 293 et 388). La Cour EDH a jugé que le risque invoqué présente un caractère individualisé dès lors qu'il s'avère suffisamment concret et probable (Cour EDH, M.S.S. v. Belgique et Grèce, 21 janvier 2011, § 359 in fine).

Tant en ce qui concerne la situation générale dans un pays que les circonstances propres au cas de l'intéressé, l'existence d'un risque réel de traitement prohibé par l'article 3 de la CEDH doit être évaluée en fonction des circonstances dont la partie défenderesse avait ou devait avoir connaissance au moment de la décision attaquée (cf. mutatis mutandis : Cour EDH, Y. v. Russie, 4 décembre 2008, § 81 ; Cour EDH, N. v. Finlande, 26 juillet 2005, § 167 ; Cour EDH Cruz Varas e.a. v. Suède, 20 mars 1991, §§ 75-76 ; Cour EDH, Vilvarajah et autres v. Royaume Uni, 30 octobre 1991, § 107), pour autant que l'intéressé ait disposé de la possibilité matérielle de faire valoir lesdites circonstances (Cour EDH, M.S.S. v. Belgique et Grèce, 21 janvier 2011, § 366). La partie défenderesse doit se livrer à un examen aussi rigoureux que possible des éléments indiquant l'existence d'un risque réel de traitement prohibé par l'article 3 de la CEDH (Cour EDH, M.S.S. v. Belgique et Grèce, 21 janvier 2011, §§ 293 et 388).

3.3.2.2.6. En l'espèce, le Conseil observe, ainsi que la partie défenderesse le soulignait à l'audience, qu'il ressort du questionnaire établi lors de son entretien à l'Office des étrangers, que le requérant n'a fait valoir aucune crainte relative à l'accueil des demandeurs d'asile au Portugal ou portant sur le traitement de leurs demandes d'asile. Ainsi, à la question n°33 du questionnaire, à savoir « *Avez-vous des raisons relatives aux conditions d'accueil ou de traitement qui justifieraient votre opposition à votre transfert dans l'Etat membre responsable de votre demande d'asile, conformément à l'article 3, § 1er du règlement Dublin ?* », le requérant déclare ne pas s'opposer à un transfert vers le Portugal et préférer rester en Belgique car il était déjà sur le sol belge et n'est jamais allé au Portugal. Il déclare également (point 31 de l'interview Dublin) que c'est le passeur qui a choisi la Belgique.

Le Conseil observe également qu'il ressort du dossier administratif que le requérant n'a pas davantage exposé une telle crainte ultérieurement, jusqu'à la prise de la décision attaquée.

3.3.2.2.7. Par ailleurs, le Conseil constate qu'en termes de requête, la partie requérante, afin d'étayer son allégation selon laquelle le transfert du requérant vers le Portugal, où le traitement des demandes d'asile ne satisferaient pas aux exigences de l'article 13 de la CEDH, l'exposerait à un risque de traitement inhumain et dégradant contraire à l'article 3 de la CEDH et 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne, se limite principalement à reproduire de courts extraits d'un « rapport rendu par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union Européenne sur l'accès à la justice des demandeurs d'asile », qu'elle ne joint nullement à la requête et dont elle ne renseigne pas les références exactes, mettant ainsi le Conseil, qui ne peut précisément identifier ledit rapport, dans l'impossibilité de prendre pleinement connaissance de celui-ci.

Cette dernière cite également des extraits du rapport annuel 2015/2016 d'Amnesty International, dont elle précise la source internet.

Or, force est de relever le caractère succinct et extrêmement général des informations dont la partie requérante fait, de la sorte, état.

Les extraits du « rapport rendu par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union Européenne sur l'accès à la justice des demandeurs d'asile » se limitent à exprimer des critiques générales quant aux informations sur le droit de recours (notamment le délai de recours). Il y est aussi évoqué l'organisation d'audition sans interprétation, sans autre forme de précision portant, notamment, sur l'étendue d'un tel manquement ou sur la nature des auditions en question.

La partie requérante ne démontre pas d'avantage le manque d'effectivité de la justice au Portugal en se bornant à alléguer, sans plus de développement et sans aucunement étayer son affirmation, que la loi portugaise oblige les instances d'asile à statuer dans des délais très brefs ne respectant ni le principe du contradictoire, ni le droit d'être entendu. De surcroît, le Conseil n'aperçoit pas la pertinence de la jurisprudence de la Cour EDH citée à la suite de cette assertion, dans la mesure où la partie requérante entend mettre en évidence qu'il y a lieu de tirer de l'enseignement de celle-ci, qu'en matière d'éloignement, un recours dépourvu d'effet suspensif ne satisfait pas aux conditions de l'article 13 de la CEDH ; ce qui est sans lien avec les griefs que la partie requérante formulait à l'encontre de la loi portugaise et qu'elle attribuait aux courts délais prescrits par celle-ci.

La partie requérante ne parvient donc pas à étayer son allégation selon laquelle les procédures d'asile au Portugal n'offriraient pas un recours effectif, les critiques peu circonstanciées de la partie requérante, appuyées par des extraits de rapports dont la teneur est relativement succincte et générale, ne pouvant suffire.

Quant aux extraits issus du rapport émanant d'Amnesty International, le Conseil, une nouvelle fois, ne peut que constater le caractère général des informations qu'ils recèlent.

Le Conseil rappelle, en outre, la position de la Cour EDH selon laquelle une simple possibilité de mauvais traitements en raison d'une conjoncture instable dans un pays n'entraîne pas en soi une infraction à l'article 3 de la CEDH, et selon laquelle, lorsque les sources dont elle dispose décrivent une situation générale, les allégations spécifiques d'un requérant dans un cas d'espèce doivent être corroborées par d'autres éléments de preuve. Il ressort également de la jurisprudence de la Cour EHD, qu'exceptionnellement, la protection de l'article 3 de la CEDH entre en jeu lorsque l'intéressé démontre faire partie d'un groupe systématiquement exposé à une pratique de mauvais traitements.

En l'espèce, il convient de constater que les violences qui sont évoquées dans ledit rapport, à l'encontre de personnes d'ascendance africaine, ont, en définitive, un caractère isolé. Il ressort de la lecture de celui-ci qu'il ne peut être considéré qu'une personne sera automatiquement et systématiquement victime de mauvais traitements ou de traitements inhumains et dégradants au sens de l'article 3 de la CEDH, du seul fait de telles origines voire de sa qualité de demandeur d'asile, et par ailleurs, que les violences policières dont il est question font bien l'objet de poursuites. En outre, il ne ressort pas dudit rapport que les insultes racistes invoquées présentent un degré de gravité suffisant que pour tomber dans le champ d'application de l'article 3 de la CEDH.

Enfin, l'extrait du rapport concernant le suivi du programme de réinstallations ne concerne pas directement le requérant, lequel est transféré dans le cadre de l'application du Règlement Dublin III. En tout état de cause, le seul manque de place en centre d'accueil ne permet pas de conclure que la situation au Portugal est telle qu'une personne sera automatiquement et systématiquement victime de mauvais traitements ou de traitements inhumains et dégradants au sens de l'article 3 de la CEDH du seul fait de son statut de demandeur d'asile.

En ce que la partie requérante fait grief à la partie défenderesse de ne pas avoir étayé sa décision de rapports internationaux et d'avoir ainsi violé le devoir de prudence auquel elle est tenue, le Conseil rappelle qu'il ne ressort pas du dossier administratif que le requérant, avant la prise de l'acte attaqué, ait invoqué une quelconque crainte quant aux conditions d'accueil des demandeurs d'asile au Portugal et au traitement de leur demandes d'asile, et qu'il découle des développements tenus *supra* que la partie requérante ne présente aucun élément concret et personnel pour établir les risques allégués de traitements inhumains et dégradants en cas de transfert vers le Portugal. Or, c'est au demandeur qui se prévaut d'une situation susceptible d'avoir une influence sur l'examen de sa situation administrative ou

l'issue de sa demande qu'il incombe d'en informer l'administration qui, pour sa part, ne saurait être tenue de procéder à des investigations, ce sous peine de la placer dans, l'impossibilité de donner suite dans un délai admissible aux nombreuses demandes dont elle est saisie (en ce sens, notamment : C.E., arrêt n° 109.684, 7 août 2002).

Le Conseil entend souligner qu'il appartient à la partie requérante de démontrer, de manière suffisamment précise compte tenu des circonstances de la cause, la manière dont la décision attaquée a porté atteinte à ces droits fondamentaux. Cette dernière ne peut en aucun cas se limiter à de simples observations générales, ou à des allégations insuffisamment étayées.

Compte tenu de l'ensemble des constats qui précèdent, le Conseil estime que la partie requérante n'est pas fondée à reprocher à la partie défenderesse de s'être limitée à renvoyer aux instruments juridiques internationaux liant notamment le Portugal et devant assurer des garanties suffisantes à tout demandeur d'asile, ou d'avoir manqué à son devoir de prudence quant au risque de violation systématique de l'article 3 de la CEDH, que la partie requérante reste en défaut d'établir.

3.3.2.2.8. Le Conseil estime, *prima facie*, que la partie requérante ne démontre pas l'existence d'un risque de violation de l'article 3 de la CEDH, ou de l'article 4 de la Charte sus évoquée, ni ne démontre l'existence d'une violation de l'article 13 de la CEDH, de sorte qu'il ne peut prétendre invoquer un grief défendable.

Par ailleurs, il y a lieu de constater *prima facie* que le moyen pris de la violation des dispositions relatives à l'obligation de motivation formelle incombant à la partie défenderesse, de l'article 3.2 du Règlement Dublin III, de l'erreur manifeste d'appréciation et de la violation des devoirs de prudence, de soin et de minutie, n'est pas sérieux

3.3.3. Par conséquent, la deuxième condition cumulative n'est pas remplie.

4. Dépens

En application de l'article 39/68-1, § 5, alinéas 3 et 4, de la loi du 15 décembre 1980, la décision sur le droit de rôle, ou son exemption, sera réglée le cas échéant à un stade ultérieur de la procédure.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La demande de suspension d'extrême urgence est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-quatre septembre deux mille seize, par :

Mme N. CHAUDHRY, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme N. SENEGERA, greffier assumé

Le greffier,

Le président,

N. SENEGERA

N. CHAUDHRY